

Islam. Pourquoi il faut refuser

PAR JACQUES JULLIARD

Décevant ! Décalé ! Surréaliste ! Tandis que, à nos yeux effarés et ravis, c'est le monde arabe tout entier qui entre soudain en ébullition ; tandis que sous les coups de la révolte des masses est en train de voler en éclats le vieux cliché de la servitude volontaire des peuples arabes, voici que Nicolas Sarkozy et sa fidèle UMP sont en train de lancer un nouveau « grand débat », plein d'à-propos, sur l'islam en France !

1) Décidément, il n'y a pas que la diplomatie française pour marcher à côté de ses escarpins. C'est toute la politique sarkozienne qui paraît tout à coup frappée d'obsolescence, comme une vieille bande d'actualités d'avant-guerre en noir et blanc. C'est la France elle-même qui paraît tituber entre le rêve et la réalité, perdue dans son monologue intérieur.

On dira qu'entre les Arabes et les musulmans, il y a une différence. Tous les musulmans ne sont pas arabes ; tous les Arabes ne sont pas musulmans. Raison de plus ! Ce que nous vivons, c'est un 11 Septembre à l'envers. Il y a dix ans, les cendres retombées des tours jumelles de New York recouvraient d'une teinte grise uniforme les Arabes, les musulmans, les terroristes d'Al-Qaïda. Sinistre période où la confusion mentale autorisait tous les amalgames. Or l'histoire, comme à son habitude, se fraie un chemin par là où on l'attendait le moins : par l'obscurantisme des masses, ou plutôt par ces masses où fermentait obscurément le chemin vers la lumière. Est-ce vraiment le moment de ramener les musulmans de France à leur islamité ? Est-ce le moment de leur tendre le miroir d'un extrémisme bigot et réactionnaire ?

On nous dira encore qu'ouvrir un débat sur l'islam, ce n'est pas nécessairement stigmatiser les musulmans. Tu parles ! Croit-on vraiment que l'objet caché de ce débat soit de fêter, voire de complimenter la deuxième religion de France ? Bien sûr que non. Quelles que soient les précautions prises, à supposer qu'on veuille en prendre, on assisterait à un déferlement de colères et de ressentiments, de faits vrais et de raisons fausses, d'intolérance et d'exaspération. La vraie raison de ce déballage, tout le monde le sait, est électorale. Il s'agit d'aller chercher le Front national sur son terrain. Le thème de l'identité nationale ayant fait long feu, on reprend le même sujet par un autre bout : l'islam. Telle est la stratégie soufflée à Sarkozy par son très réactionnaire conseiller Patrick Buisson, que l'on a naguère crédité de la victoire de 2007. Sarkozy espère ainsi ressouder l'unité de son camp, qui est en train de se lézarder sous l'effet de ses erreurs, de ses échecs, de ses contradictions, de ses improvisations.

2) Il y aurait, avant tout examen approfondi, une raison suffisante pour dire un non résolu et a priori à un tel débat. C'est qu'il est, de par son objet même, détestable. Non qu'il n'existe pas une question musulmane en France, je vais y venir. Mais que l'Etat, l'Etat tout entier, par la voix de son président, décide de mettre en examen une catégorie de Français, peu importe laquelle, voilà qui est inacceptable. Imagine-t-on un instant le même président de la République – ou un autre – décider tout à trac d'un grand débat national sur le judaïsme français ? Pourquoi pas aussi un débat sur la franc-maçonnerie, sur l'influence de l'Eglise catholique ? N'avons-nous pas eu naguère un discours sur les Roms et contre les Roms, des réunions spéciales à l'Élysée consacrées aux Roms, des mesures de discrimination contre les Roms ?

La vraie raison de ce déballage, tout le monde le sait, est électorale. Il s'agit d'aller chercher le FN sur son terrain.

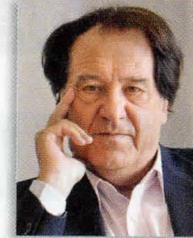
Au fait, j'y pense : c'est devenu une habitude, chez le président de la République, de montrer du doigt, les uns après les autres, les diverses catégories de la population française, pour les vouer à la vindicte de celle-ci tout entière. C'est ainsi que les chercheurs ont été durement critiqués, les instituteurs déshonorés par le biais d'une comparaison désobligeante avec les prêtres, plus récemment les magistrats rappelés à l'ordre... Série en cours ! Mais qu'est-ce donc qui autorise le président à passer à tabac les diverses catégories de Français ? Au nom de quoi ? Est-il leur précepteur ? Leur professeur de morale ? Leur théologien ? Quel lâche consentement de notre part l'a progressivement institué

dans le rôle de juge suppléant de la vallée de Josaphat* ? Il n'y a plus de Constitution, il n'y a plus d'Etat, il n'y a plus de loi, quand le président se permet de se placer au-dessus d'elle, et de décider souverainement, en équité ou en iniquité, à la place de la société elle-même.

3) Car un tel débat n'est pas seulement détestable : il est contraire aux lois et à l'esprit de la République. L'individualisme républicain, tel qu'il découle de la Déclaration des droits de l'homme, de la Révolution française et de la législation ultérieure, ne connaît pas de groupes sociaux ; il ne connaît que des individus. Ce sont eux, et eux seuls, qui sont détenteurs de droits. Rappelons-nous Stanislas de Clermont-Tonnerre qui, dans le débat de la Constituante (décembre 1789) sur l'émancipation des juifs de France, déclare : « Il faut tout refuser aux juifs comme nation et tout accorder aux juifs comme individus. » Voilà le véritable esprit républicain. Voilà la véritable laïcité à la française.

Elle ne connaît ni juifs, ni chrétiens, ni athées ; ni privilégiés, ni roturiers. Elle connaît des citoyens, c'est-à-dire des individus libres et égaux, appartenant sans doute à des

le débat Sarkozy



communautés de sang (la famille), adhérant ou non à un culte. A des institutions culturelles, sociales, politiques. Dans le droit fil de cette philosophie, la séparation de l'Eglise et de l'Etat (décembre 1905) dispose que la République « ne reconnaît ni ne salarie aucun culte ». Mais, naturellement, elle laisse à chacun le soin de s'organiser privé. Ce fut une grande faute, de la part de Jean-Pierre Chevènement, d'avoir pris l'initiative d'organiser le Conseil français du culte musulman (CFCM), qui non seulement excédait la compétence du ministre de l'Intérieur, mais encore assignait à tous les musulmans de France, au sens purement sociologique du terme, une obédience religieuse qu'ils sont nombreux à refuser. Il n'est pas non plus normal que le président de la République en personne – en l'occurrence Nicolas Sarkozy cette année – assiste à la réunion annuelle du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) et y prenne la parole pour y glaner des voix ! Imagine-t-on le tintamarre – justifié – si le même se mêlait à l'assemblée annuelle des cardinaux et archevêques de France ?

4) La loi française, ainsi que je l'ai dit, ne fait acception ni de personnes – au nom de l'égalité – ni de groupes – au nom de la laïcité. En vertu de ces principes, elle ne saurait donc viser une communauté particulière, mais édicter un principe général. Mais les lois sur le voile ou sur la burqa ne visent-elles pas explicitement les musulmans ? Non. Elle définissent des principes généraux concernant les signes religieux dans les édifices publics, ou la dissimulation du visage. Que les musulmanes aient été les plus directement concernées est une chose. Qu'elles aient été discriminées en serait une autre, qui n'est pas advenue. La lutte contre des formes rampantes de cléricisation de la société ne saurait, de la part de l'Etat républicain, que prendre la forme de la loi.

Au début du siècle, la lutte contre le cléricisme visait évidemment l'Eglise catholique. Mais la limitation de la liberté des congrégations était une mesure générale qui, jamais, ne désignait les catholiques comme objectif particulier de la législation. Lorsqu'un ministre se permit, dans une circulaire, de recommander que les faveurs de l'Etat, décorations en particulier, fussent réservées aux partisans de la République ; quand un ministre de la Guerre, le général André, dans le ministère Combes, organisa un fichier des officiers sur la base du mouchardage et de la chasse aux catholiques (« va à la messe » ; « a un frère jésuite »), la réprobation fut large, y compris dans les milieux anticléricaux. Le ministre, déconsidéré (et giflé) dut démissionner, entraînant Combes dans sa chute.

Sur ce point, ma conclusion est simple. Plagiant Clermont-Tonnerre, je l'exprimerai ainsi : il faut tout refuser aux musulmans comme confession ; il faut tout accorder aux musulmans comme individus ! L'islam ne s'en accommode pas pour le moment ? Eh bien, comme hier l'Eglise catholique, il devra se faire une raison. A la longue, il y trouvera son intérêt.

5) Est-ce à dire que tout est réglé pour autant et que l'islam ne pose pas des problèmes particuliers à la société française ? Bien sûr que si : des sondages très clairs et répétés l'attestent. La volonté d'imposer une marque confessionnelle sur la société par le biais du vêtement, des interdictions

alimentaires, des prières ostentatoires, de la séparation des sexes à l'hôpital, dans les stades et les piscines, choqué légitimement la majorité des Français. Comme défenseur des animaux, je suis profondément révolté par l'égorgeage rituel de ceux-ci, et ne vois pas quel intérêt un dieu, qu'on l'appelle Allah, Yahvé ou Dieu le Père pourrait avoir à faire souffrir les bêtes. C'est déjà bien assez de les manger...

Mais cela relève d'un débat entre citoyens, c'est-à-dire de l'action de la société sur elle-même, par le biais de la discussion, de l'échange d'arguments, et de l'évolution des mœurs à travers les générations. Il incombe à la loi de codifier à un moment donné un certain état des mœurs et des coutumes (par exemple, à propos de l'habillement des femmes ou de l'égalité entre les sexes) ; il ne lui appartient pas de se substituer à la société.

Oui, donc, au débat social. Non à un débat Sarkozy sur l'islam, qui ne vise qu'à créer la zizanie et à stigmatiser les musulmans. D'autant plus qu'avec le printemps des peuples arabes, un grand pan de ciel bleu vient se découvrir. Ce monde est en train d'échapper – et de quelle manière ! – à l'étouffant dilemme – despotisme « laïc » ou théocratie religieuse – dans lequel il était enfermé depuis longtemps. Comment imaginer que la vague libératrice qui prend en écharpe le monde arabe ne s'étende demain aux musulmans de France, qui sont en majorité des Arabes ? De sorte que le débat d'hier – islam ou laïcité – est en train de prendre une nouvelle tournure à mesure qu'il prend un nouveau nom : islam et liberté ! ■

* C'est là, selon Le livre de Joël (IV, 2-12), que Yahvé doit rassembler les peuples au dernier jour pour les juger. L'expression de « juges suppléants de la vallée de Josaphat » est due au grand historien Lucien Febvre pour désigner les esprits dogmatiques qui entendent décider de tout en dernier ressort.

Le débat sur « la laïcité et la place de l'islam dans la République », lancé par un Nicolas Sarkozy obsédé par l'échéance de 2012, divise son propre camp, persuadé de faire le jeu du Front national. **PAR VANESSA SCHNEIDER**



A droite, le débat passe mal

Comme si elle avait besoin de ça... Comme s'il n'y avait pas des problèmes plus urgents à régler : au hasard, la situation internationale, la sortie de crise, le chômage, le pouvoir d'achat... A quelques semaines des élections cantonales, alors que sa cote est au plus bas, la majorité présidentielle se querelle à propos d'un débat qu'elle n'a ni réclamé ni souhaité. Nicolas Sarkozy, pyromane en chef, a allumé le brasier en relançant le débat sur l'islam en France. Tout ça pour quoi ? Pour tenter de récupérer les électeurs séduits par Marine Le Pen ? Pour remobiliser son camp ? Peine perdue. Le chef de l'Etat, tout à ses petits calculs électoraux pour 2012, ne voit pas qu'il divise au lieu de rassembler.

La semaine dernière, lors du petit déjeuner hebdomadaire de la majorité, Nicolas Sarkozy a donc demandé à son camp de s'impliquer dans la défense

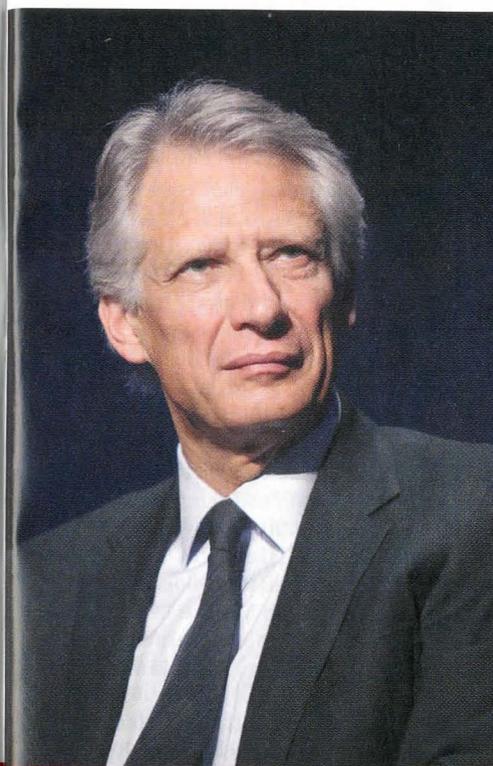
de la laïcité, en visant explicitement la deuxième religion de France. « Si certains pensent que les prières dans la rue ne sont pas un problème, que des imams qui ne parlent pas français, ce n'est pas un problème, ce n'est pas mon avis », a dit en substance le président. Il a demandé deux choses à ses troupes : d'une part, que les parlementaires présentent une « résolution » qui « réaffirmerait les principes de la République et la laïcité ». D'autre part, que l'UMP organise une convention sur la laïcité et la place des religions. Tout à son nouveau rôle de zélé dirigeant de l'UMP, Jean-François Copé s'est empressé de répondre au vœu du Prince en convoquant une convention dès le 5 avril. Le même Copé avait tenté, il y a quelques semaines, de remettre sur le métier le débat sur l'identité nationale...

La sortie de Nicolas Sarkozy a évidemment suscité des réactions ulcérées à gauche ; quant à François Bayrou, il a expliqué : « Ils veulent exciter les uns contre les autres pour obtenir des voix », oubliant « que les guerres de religion sont mortelles ».

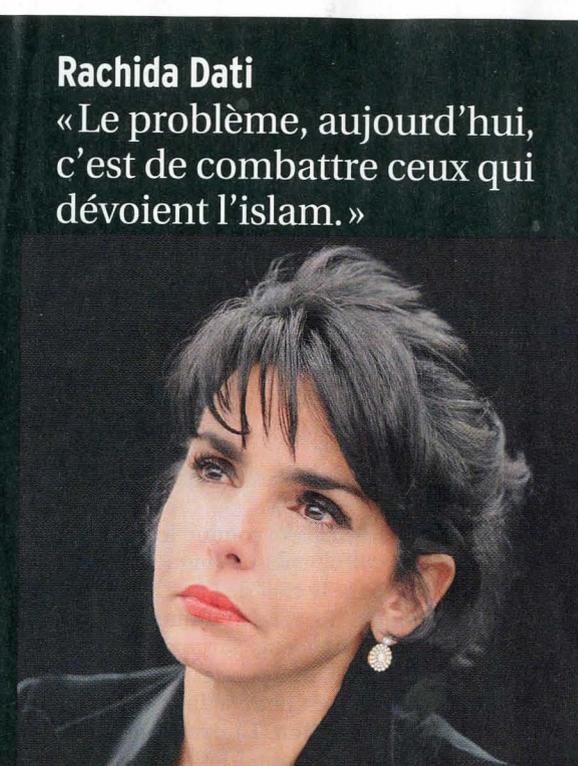
Mais elle a surtout immédiatement provoqué un malaise chez les convives réunis autour de Nicolas Sarkozy.

La gifle de Juppé

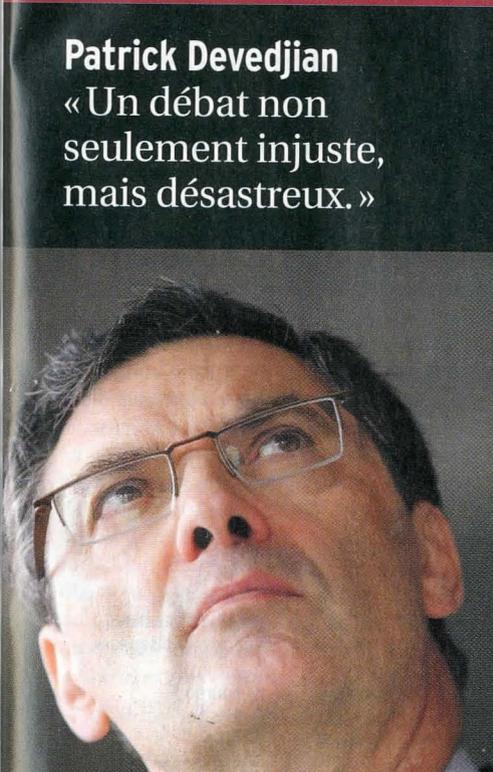
Le ministre de la Défense, Alain Juppé, a pris la parole pour dire qu'il fallait « être très méfiant sur la question ». A Marianne, il faisait part de ses réticences en assurant que « chacun a le droit de pratiquer son culte en France », même s'« il y a un rejet des musulmans dans notre pays et qu'il faut le traiter ». Il expliquait avoir autorisé lui-même une procession catholique dans les rues de Bordeaux, la ville dont il est le maire, sous-entendant qu'il était compliqué de refuser à une religion ce que l'on permet à une autre. Dans les colonnes du Figaro, il demandait que le débat soit « maîtrisé » pour ne pas « dérapier », appelant notamment à ne pas « stigmatiser » l'islam. L'ancien Premier ministre, qui s'était montré très critique vis-à-vis du débat sur l'identité nationale porté par Eric Besson, insistait sur la nécessité >



Dominique de Villepin
« Nous avons eu le débat sur l'identité nationale, sur la burqa, sur les Roms, et nous avons le FN à 20%. »



Rachida Dati
« Le problème, aujourd'hui, c'est de combattre ceux qui dévoient l'islam. »



Patrick Devedjian
« Un débat non seulement injuste, mais désastreux. »



Alain Juppé
« Il n'est pas imaginable de stigmatiser la deuxième religion de France. »

Islam. Pourquoi il faut refuser le débat Sarkozy



La laïcité à géométrie variable... A peine le ramadan prend-il fin que le président se précipite à la Grande Mosquée de Paris, non sans se féliciter que des membres du gouvernement aient pratiqué le jeûne.

de « rappeler des choses simples » comme le fait que « la laïcité doit s'imposer à tous ». Une véritable gifle pour le chef de l'Etat. Ce n'est pas tout. S'il s'agissait d'une prise de parole isolée, Nicolas Sarkozy aurait pu se dire qu'Alain Juppé faisait, une fois de plus, tout pour se faire remarquer. Il n'en est rien. La droite bruisse d'âmes en colère. En matière de « débats », ils sont nombreux à reprocher à Nicolas Sarkozy la pantalonnade sur l'identité nationale. Plusieurs ministres, aujourd'hui à des postes importants, comme François Baroin (Budget) ou Bruno Le Maire (Agriculture), n'avaient, à l'époque, pas caché leur gêne, voire leur franche opposition, à la façon dont le débat avait été conduit. Ils le rendaient d'ailleurs responsable de l'échec de la droite aux régionales et de la montée du Front national. Les mêmes sont aujourd'hui hostiles à un nouveau débat à hauts risques. Bruno Le Maire a ainsi mis en garde contre « les écueils de la stigmatisation et de l'aveuglement ». « Cela ne doit certainement pas être un débat en l'air, cela doit être un débat respectueux, respectueux des musulmans de France, respectueux aussi des principes de la République », a-t-il averti, au Talk Orange/le Figaro. Alors qu'il n'a pas encore officiellement démarré, le débat sur l'islam divise jusqu'au sein du gouvernement. C'est une véritable boîte de Pandore qu'ouvre là Nicolas Sarkozy : les ministres se déchirent déjà pour savoir s'il faut ou non toucher à la loi de 1905 qui régit la séparation des Eglises et de l'Etat. Ainsi, Benoist Apparu, le secrétaire d'Etat au Logement, estime qu'« il faut faciliter la construction de mosquées dans notre pays, quitte à ce que l'Etat y participe, même si c'est contraire à la loi de 1905 ». « S'il le faut », il sera nécessaire d'« aménager » cette loi, avance-t-il. Pas question, lui a répondu, sur Europe 1, François Baroin, le porte-parole du gou-

vernement : « Il n'y a pas dans l'agenda gouvernemental de texte portant sur une modification de la loi de 1905 et, comme responsable politique, conseiller politique de l'UMP et en charge du débat, je ne serai pas favorable à une modification de la loi de 1905. »

Bockel, Devedjian, Dati...

La querelle ne touche pas que les ministres. Les parlementaires s'y mettent aussi. Ainsi, les 28 députés du collectif La Droite populaire, l'aile dure de l'UMP, dénonce la proposition de Benoist Apparu qui « risque de mettre un terme à notre pacte majoritaire ». « Nos compatriotes demandent aux ministres de gérer l'argent public dans l'intérêt général du pays et non de faire du prosélytisme ».

L'ancien secrétaire d'Etat d'ouverture Jean-Marie Bockel, présent autour de la table du petit déjeuner de la majorité, est allé plus loin qu'Alain Juppé en opposant un nœud catégorique au débat. « Sans réflexion préalable et interne », la majorité s'engage dans un débat qui peut « prêter à toutes les mauvaises interprétations », a fortiori avant les échéances de 2012 avec, à la clé, un « risque de montée en puissance du FN », a-t-il expliqué. Sur la forme, il est tout aussi critique. Le zapping permanent du président et sa détermination à faire main basse sur l'agenda politique n'est visiblement plus du goût de l'ancien socialiste. En lançant « un sujet par jour ou par semaine », on prend la responsabilité de ne pas avoir « un vrai débat qui fasse progresser les questions de notre société et qui nous permette de trouver ensemble des solutions », a-t-il poursuivi.

Dans ce concert de critiques, Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine, tape dur à propos du débat sur l'islam : « Non seulement c'est injuste, mais c'est désastreux, car nos compatriotes musulmans sont destinés à vivre

durablement avec nous », écrit-il, dans son blog. Rachida Dati, elle aussi, s'est rappelée au bon souvenir de Nicolas Sarkozy. L'ex-garde des Sceaux a émis de sérieuses réserves quant au projet présidentiel. « Le débat sur l'islam, moi, ça ne me pose aucun problème, ce débat est pertinent, a-t-elle assuré sur France 2. Mais il faut faire attention de ne pas stigmatiser l'islam en tant que religion et de ne pas stigmatiser les musulmans, qui sont d'abord français. Il faut que les musulmans, comme pour toutes les autres religions, aient des lieux de culte et de prière décents. » Selon l'ancienne chouchoute du président, « ce n'est pas l'islam qui pose un problème. Le problème, aujourd'hui, c'est de combattre ceux qui dévoient l'islam, qui l'utilisent pour défier les valeurs de la République ».

Sous couvert d'islam, les stratégies de l'Elysée ont une autre préoccupation en tête, la montée de Marine Le Pen. Ils misent sur des thèmes comme l'insécurité, l'immigration ou l'islam pour occuper l'espace de la droite dure et renouveler la prouesse de 2007, lorsque Nicolas Sarkozy avait réussi à siphonner l'électorat du FN. Mais cette analyse, elle aussi, divise l'UMP. Proche de Jean-François Copé, qui a fait sienne la tactique du chef de l'Etat, la députée des Alpes-Maritimes Michèle Tabarot explique que « si on ne traite pas la question, en 2012 les électeurs iront vers ceux qui le font ». Faux, archifaux, répondent d'autres personnalités de l'UMP ! Le conseiller national du parti, Dominique Paillé, est convaincu que l'agitation de ces thématiques « ne fera en rien baisser le FN. S'il s'agit de débattre de la laïcité, je suis d'accord. S'il s'agit de parler de la place des musulmans, ce n'est pas la peine ». Plus virulent encore, l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin s'étrangle : « A quoi jouons-nous ? J'ai beaucoup de sympathie pour les apprentis sorciers, mais je n'ai pas le sentiment, que, dans un pays démocratique, cela puisse se faire sans conséquence. Nous avons eu le débat sur l'identité nationale, nous avons eu le débat sur la burqa, nous avons eu la question des Roms, et, au terme de tout cela, nous avons un Front national à 20 % ». Marine Le Pen approuve : « Encore un effort, encore un petit bla-bla sur l'islam », dit-elle, et le FN terminera « à 25 % ! ». ■ **V.S.**

Lire aussi sur www.Marianne2.fr
« Sarkozy et l'islam : César veut se mêler des affaires de Dieu », par Téfy Andriamanana.
« Débat UMP sur l'islam : un cocktail à risques », par J.-C. Slovar.
« Après l'affaire Jacob : mais pourquoi les sarkozystes sont-ils déjà dans cet état-là ? », par Maurice Szafran.
« Laïcité : la gauche navigue à vue », par Variae.

Quatre intellectuels protestent

Jean-Pierre Mignard* :
Les tables de la laïcité foulées aux pieds

« C'est un vrai non-sens. C'est intolérable et aberrant. Que l'on débattre de la laïcité, de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, après tout, pourquoi pas ? Mais au nom de quoi le président d'un Etat laïc lancerait-il un débat sur une religion en particulier ? Le débat sur l'identité nationale relevait de la même absurdité. Nicolas Sarkozy foule aux pieds les tables de la laïcité. La France, c'est avant tout l'adhésion à des valeurs. La nation, c'est un concept éminemment



alain robert / aperçu presse

politique et en aucune manière un concept territorial ou ethnique. Ce nouveau débat met

finalement en évidence la faiblesse de culture et la faiblesse politique de Nicolas Sarkozy. Il révèle un immense décalage entre lui et la place que devrait pourtant occuper la France, pays des Lumières et de la laïcité. Et voilà qu'on nous ressasse la même rengaine réactionnaire. A l'évidence, lorsqu'on n'a plus rien à dire, lorsqu'on n'a plus de projets, lorsque les paroles ont été contredites par les faits, que les masques ont été arrachés, il ne reste plus qu'à plonger dans de vieux bouillons peu honorables et à inventer des débats. »

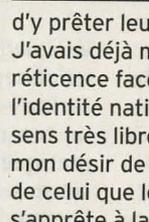
* Avocat, membre de la Haute Autorité du Parti socialiste, chargée de veiller au bon déroulement des primaires.

Plusieurs penseurs interrogés par « Marianne » mettent en doute la pertinence du débat présidentiel, sur la forme comme sur le fond. Verbatim.

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRALD ANDRIEU ET ALEXIS LACROIX

Dominique Schnapper* :
Le combat pour l'islam républicain mérite mieux

« Il est tout à fait normal qu'en démocratie des débats soient organisés à des fins purement électoralistes. Le président de la République a sans doute senti le retournement des opinions contre les solutions



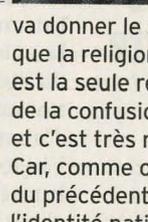
hannah assouline

d'y prêter leur concours. J'avais déjà marqué ma réticence face au débat sur l'identité nationale. Je me sens très libre de réitérer mon désir de rester à l'écart de celui que le président s'apprête à lancer. Les chercheurs qui ont produit des travaux raisonnables qui reflètent la complexité de ces questions délicates n'ont rien à gagner à descendre dans une arène où le sens de la complexité n'a pas sa place, car les simplifications démagogiques vont donner le ton. Le combat pour un authentique islam républicain mérite mieux. »

* Sociologue, ancien membre du Conseil constitutionnel.

Alain-Gérard Slama* :
Il y aura des chocs en retour

« Affirmer la laïcité, comme le fait aujourd'hui Nicolas Sarkozy, est un acquis heureux. Refuser, comme il le fait, les appels à la prière dans la rue est judicieux. Mais je trouve dangereux et excessif de se focaliser sur l'islam. Le débat, tel qu'il est



hannah assouline

posé, risque surtout de provoquer des chocs non désirables en retour. La focalisation sur l'islam

va donner le sentiment que la religion musulmane est la seule responsable de la confusion actuelle, et c'est très malencontreux. Car, comme on l'a vu lors du précédent débat sur l'identité nationale, cela servira de prétexte à des islamistes militants pour se poser en boucs émissaires. »

* Professeur à Sciences-Po, éditorialiste au Figaro.

Juliette Minces* :
Une manipulation malsaine

« Ce débat est une connerie, une de plus. Il s'annonce extrêmement malsain, tout comme l'avait été le débat sur l'identité nationale. Ce n'est que de la démagogie. Car qu'espèrent-ils ? Calmer les esprits ? Ils ne vont réussir qu'à les échauffer. Je ne suis même pas sûre que Nicolas Sarkozy sache vraiment de quoi il parle quand il s'intéresse à l'islam. Il n'y a d'ailleurs pas de débat à avoir. Il nous faut simplement reconnaître qu'il y a des musulmans en France, et qu'ils n'ont ni moins ni plus de droits que les autres croyants. Il faut, en définitive, que les musulmans s'adaptent à la laïcité, et qu'en retour l'islam soit considéré comme une religion comme une autre. Evidemment, nous n'avons pas à accepter que des personnes s'étalent dans la rue pour prier et montrer à quel point elles sont maltraitées par leur pays. Mais il est tout aussi mauvais d'empêcher des musulmans d'acquiescer des terrains pour construire des mosquées. Car il est inacceptable que des gens soient obligés de prier dans des garages. Ça n'est évidemment pas un hasard que ce débat resurgisse. Il est facile de comprendre qu'il s'agit là d'une manière de s'approprier des voix d'extrême droite. Et il est dégoûtant de jouer avec des gens fragilisés et manipulés pour y parvenir. »

* Ecrivain et sociologue, spécialiste de l'immigration et de l'islam.